Le manuel d'histoire franco-allemand 2003-2011 : quel bilan, quel avenir ?

Colloque international, Bordeaux, 2-3 février 2012

Pierre Monnet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/385>

DOI : 10.4000/ifha.385

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2012

Pagination : 47-56

ISSN : 2190-0078

Référence électronique

Pierre Monnet, « Le manuel d'histoire franco-allemand 2003-2011 : quel bilan, quel avenir ? », *Revue de l'IFHA* [En ligne], 4 | 2012, mis en ligne le 14 février 2013, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/385> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.385>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

©IFHA

Le manuel d'histoire franco-allemand 2003-2011 : quel bilan, quel avenir ?

Colloque international, Bordeaux, 2-3 février 2012

Pierre Monnet

NOTE DE L'ÉDITEUR

Rapport établi par Pierre Monnet

Les 2 et 3 février 2012 s'est tenu à Bordeaux, à l'initiative et sous la direction scientifique de Gérald Chaix (professeur d'histoire moderne à l'université de Tours et recteur de l'académie de Nantes), d'Etienne François (professeur d'histoire émérite à l'Université libre de Berlin), de Pierre Monnet (Directeur d'études à l'EHESS et Directeur de l'IFHA de Francfort) et de Jean-Louis Nembrini (recteur de l'académie de Bordeaux), avec le soutien financier de la *Robert-Bosch-Stiftung*, de l'Institut historique allemand de Paris et de l'IFHA de Francfort, un colloque international consacré à la conception, à la confection, aux usages et à l'avenir possible du manuel franco-allemand d'histoire. En effet, la parution en juin 2011 de part et d'autre du Rhin du troisième tome du manuel d'histoire franco-allemand destiné aux classes de seconde, après ceux des classes de première et de terminale parus respectivement en 2006 et 2008, était venue achever une entreprise initiée en 2003 suivant le vœu alors exprimé par un Parlement franco-allemand des jeunes réuni à Berlin à l'occasion de la célébration du 40e anniversaire du traité de l'Élysée. Le temps semblait donc venu, sinon de dresser un bilan définitif, du moins d'esquisser une réflexion consacrée au contexte long d'émergence (bien avant 1945), aux conditions et difficultés d'élaboration et d'écriture, mais aussi aux usages, aux élargissements, bref aux avenir possibles d'un livre scolaire commun mot pour mot à deux pays, objet à la fois pédagogique et

scientifique sans précédent et, pour le moment, sans correspondant dans le reste du monde.

Il s'agissait tout d'abord de réunir certains des concepteurs, acteurs et faiseurs de ce manuel, à savoir le comité scientifique, les éditeurs, les rédacteurs et traducteurs, afin d'éclairer, dans une approche interculturelle, les conditions d'un dialogue scientifique, pédagogique, linguistique et éditorial qui a permis, dès 2004, d'aboutir à un cahier des charges commun (histoire de chaque pays, histoire de leurs interrelations et de leur évolution dans un contexte européen et mondial ; analyse des convergences, divergences et interactions ; étude des perceptions, interprétations, significations), puis de désigner un tandem éditorial franco-allemand et d'assurer enfin la parution tous les deux ans d'un nouveau tome bilingue du manuel. Il s'agissait ensuite de rassembler les utilisateurs de ce manuel, enseignants et élèves des deux pays, non seulement, comme cela va de soi, dans les classes d'histoire et de langue du secondaire, mais en tenant compte aussi des usages qui ont pu et peuvent toujours se développer dans les classes préparatoires et le premier cycle universitaire. Il s'agissait également de convier les observateurs et critiques qui, en France et en Allemagne comme à l'étranger, ont suivi et commenté cette aventure, soit pour s'en approprier l'idée, voire s'inspirer du modèle (que l'on songe au manuel germano-polonais ou à la réflexion en cours dans d'autres régions des Balkans, du Proche-Orient ou de l'Asie), soit pour juger de sa pertinence et de sa valeur ajoutée, soit pour en évaluer les impacts politiques et historiographiques. Il s'agissait enfin de provoquer dans un cercle intellectuel plus large et à l'attention du public intéressé un débat pouvant porter sur l'enseignement du fait européen, sur la théorie et la pratique d'une appropriation commune et d'un transfert partagé des connaissances dans le cadre d'une approche plurielle et comparatiste et d'une méthode croisant les cultures, les traditions, les terminologies et les regards, et peut-être plus largement de susciter un débat sur le rôle de la mémoire et de l'histoire.

Cette rencontre s'est organisée sous la forme de tables rondes thématiques, articulées autour de l'approche pédagogique (enseignement, programmes, bilinguisme, interculturalité) et méthodologique (comparatisme, histoire croisée), historiographique (traditions, regard franco-allemand, terminologie), éditoriale (manuel, images, textes, écriture, travail en équipe, traduction) et interculturelle (lectures, usages, diffusion, échos, controverses), en présence d'un public large, avec une traduction simultanée en français, allemand et anglais. Tenues dans les locaux de la faculté de droit de l'université de Bordeaux en plein cœur de ville, ces trois tables rondes s'intéressèrent successivement aux aspects suivants : « Le manuel franco-allemand d'histoire : retour sur une expérience réussie », « Le manuel franco-allemand d'histoire : une expérience pour d'autres en Europe et dans le monde ? » et « Le manuel franco-allemand d'histoire : une première étape vers le rapprochement des programmes européens d'enseignement ? ». Elles furent précédées, la veille, d'un colloque des lycéens et de leurs enseignants.

Ce colloque des « utilisateurs », qui a réuni 120 élèves français et allemands des classes de terminale, première et seconde d'une trentaine de lycées utilisant le manuel en cours, pour beaucoup d'entre elles des classes européennes et des classes Abibac, mais pas exclusivement, a d'abord reposé sur une enquête menée sous la conduite du ministère français de l'Éducation nationale auprès de classes françaises et de leurs professeurs répartis dans 33 lycées à section Abibac et 39 lycées sans section Abibac. Les

résultats de cette enquête, qui souhaitait éclairer à la fois l'identité, les usages et les attentes des utilisateurs répondants, ont montré que dans un cas sur deux, le manuel était utilisé en qualité de manuel régulier et de manière systématique, bien naturellement dans les classes préparant au baccalauréat franco-allemand, tandis que dans l'autre moitié des cas le manuel était utilisé en complément d'un manuel national régulier. Le manuel était qualifié dans ce dernier cas d'objet de liberté pédagogique, en particulier (70 % de réponses positives) en raison du caractère innovant et pertinent d'une documentation bilingue et renouvelée. Un autre résultat de l'enquête a révélé que le manuel franco-allemand, quand il obtenait le statut de manuel régulier de la classe, était de plus en plus utilisé à mesure que l'on avançait dans la scolarité, soit à 87 % en classe de terminale, à 64 % en classe de première et à 39 % en classe de seconde, confirmant ainsi un usage progressant avec le niveau d'allemand des élèves. Il importe de noter que l'utilisation plus minoritaire en classe de seconde s'explique également par une réforme des programmes d'histoire en classe de seconde française, le nouveau programme ne correspondant plus vraiment aux chapitres retenus dans la conception initiale du manuel à ce niveau lors de sa conception antérieure à la réforme. Ce manuel est d'autre part, toujours d'après l'enquête, massivement utilisé dans les cours d'histoire et seulement dans 10 % des cas en cours d'allemand, intervenant alors en complément d'un manuel linguistique traditionnel. Dans les classes Abibac utilisant le manuel, l'usage concerne comme on pouvait s'y attendre toutes les parties du livre (texte, documents, images, blocs historiographiques), tandis que dans les classes sans Abibac, le manuel est surtout exploité dans sa partie documentaire et pour les regards historiographiques croisés qu'il propose, soit pour des éléments que l'on ne retrouve pas dans des manuels d'histoire équivalents. A la question de savoir si le manuel aide à mieux comprendre le pays partenaire, la réponse se situe sans surprise à hauteur de 75 %. Mais, de manière plus intéressante encore, à la question de savoir si le manuel permet de mieux connaître son propre pays, par le biais d'un regard réflexif porté à partir de l'autre, la réponse est positive à 45 % et même à 58 % chez les élèves inscrits dans des lycées sans Abibac (les élèves des sections Abibac répondant positivement à 33 % pour leur part, une proportion plus faible qui s'explique par la connaissance déjà acquise par ailleurs de l'autre pays). Les élèves interrogés, qu'ils soient cette fois inscrits ou non dans des sections préparant au double baccalauréat, ont répondu à 85 % que, selon eux, les trois volumes présentaient une grande unité de style, de ton et de facture. Les deux tiers des élèves interrogés ont d'autre part répondu que le niveau de langue du manuel (dans le cas présent, l'allemand pour des locuteurs français) était exigeant et constituait une réelle difficulté, s'ajoutant à celle de l'assimilation du contenu historique. Toutefois, la même enquête fait apparaître que les sondés souhaitaient une extension de l'expérience du manuel à d'autres disciplines, en priorité à la géographie, qui leur a paru, avec l'histoire, former d'ailleurs la matière la plus apte à favoriser un rapprochement possible et souhaitable des programmes européens. Il convient sans doute sur ce point de tenir compte de la spécificité française d'un enseignement obligatoire et conjoint de l'histoire et de la géographie dans un même cours, laissant aisément supposer que les réponses seraient différentes dans une enquête similaire menée en Allemagne où non seulement les programmes varient d'un *Land* à l'autre mais obéissent à des combinaisons de matières très variables. Les discussions qui ont suivi la présentation des résultats de l'enquête ont essentiellement porté sur deux points. En premier lieu, on a unanimement (c'est-à-dire tant du côté français que du côté allemand) souligné la difficulté du niveau de langue, trop exigeant

aux yeux des utilisateurs pour la classe de seconde dont le volume, il est vrai, a été le dernier à paraître et s'est donc presque naturellement calqué sur les deux précédents de première et de terminale, en reproduisant presque inconsciemment les exigences, alors que le niveau de langue et de connaissance des élèves concernés aurait dû conduire à simplifier un peu le propos. En second lieu, on a pu relever l'hésitation entre deux modèles, soit celui d'un manuel régulier, soit celui d'un manuel destiné aux classes européennes, Abibac et à enseignement de la discipline non linguistique. À ces remarques critiques se sont ajoutés des souhaits, parfois contradictoires (et partant intéressants), formulés tantôt par les utilisateurs français qui ont demandé plus d'explication et de mise en perspective des documents, tantôt par les utilisateurs allemands qui demandaient de leur côté davantage d'explications notionnelles en gardant les concepts dans les deux langues dans chaque version linguistique du manuel. Cependant, un constat unanime a prévalu pour insister sur l'utilité du manuel dans les classes européennes et Abibac (environ 90 lycées dans chaque pays), dont les professeurs sont souvent seuls à enseigner de cette manière dans leur établissement et par conséquent parfois isolés, au sein même de la communauté de leurs collègues de la même discipline, le manuel revêtant dès lors une fonction de lien, de socle et presque d'identité à distance. Une autre partie des débats a précisément porté sur la perception, au sein d'un même établissement, du manuel par les autres collègues et les autres élèves peu ou pas concernés par le franco-allemand. Les volumes sont alors souvent considérés comme réservés à un petit groupe, comme élitistes, voire comme des vecteurs d'une idéologie officielle portée par le couple politique franco-allemand pour imposer une forme de vision de l'histoire européenne. De ce constat est ressorti le vœu d'un volume transversal, plus thématique, dont l'utilisation, à titre complémentaire, pourrait justement toucher d'autres publics, tel celui des classes de « *Politik und Wirtschaft* » en Allemagne (politique et économie), et ce afin de favoriser les échanges pédagogiques et méthodologiques, pas seulement entre enseignants français et allemands d'histoire, mais aussi entre enseignants d'autres disciplines au sein d'un même lycée. En effet, les différences pédagogiques demeurent nombreuses et il n'est pas facile, a-t-il été rapporté, de passer du prisme national au bilatéral voire au multilatéral car, a-t-il été rappelé de manière salutaire, tout n'est pas seulement français et allemand dans le franco-allemand, ne serait-ce qu'au regard de la part occupée par les immigrations et le multiculturalisme dans chacun des deux pays.

La première table ronde du vendredi 3 février entendait d'abord revenir sur la rareté et l'exemplarité d'une entreprise éditoriale, pédagogique et scientifique s'étendant sur une période aussi longue et faisant intervenir dans un dialogue permanent et binational autant d'acteurs différents : conseillers ministériels, pédagogiques et universitaires, éditeurs, directeurs de collection, auteurs, traducteurs, utilisateurs devant les classes et *in fine* élèves eux-mêmes. Pour animer le débat, piloté par Pierre Monnet, avaient été convoqués Horst Möller, professeur émérite à l'université de Munich et Directeur de l'Institut d'histoire contemporaine de Munich jusqu'en 2011, également membre du conseil scientifique du manuel d'histoire franco-allemand ; Mathieu Lepetit, professeur au lycée franco-allemand de Buc, auteur de chapitres du manuel ; Ilas Körner-Wellershaus, éditeur allemand du manuel (Klett Verlag) ; Françoise Fougeron, éditeur français du manuel (Nathan) ; Xavier de Glocwczewski, professeur au lycée Faidherbe de Lille et utilisateur du manuel ; Reiner Bendick, professeur au lycée Sophie Scholl d'Osnabrück et membre du conseil scientifique du manuel d'histoire franco-allemand. Il s'agissait dans un premier temps de livrer un

bilan critique et réflexif des avantages et des difficultés qu'a pu représenter la conduite sur un tel laps de temps d'un projet dont l'exécution demandait un surcroît de coordination, de négociation et de compromis entre des concepteurs et des porteurs aux cultures et parfois aux intérêts tantôt convergents, tantôt divergents. Il s'agissait donc de donner la parole à ceux qui ont pensé puis fait le livre en détachant, dans une approche interculturelle, les conditions d'un dialogue scientifique, pédagogique, linguistique et éditorial, sorte d'histoire et d'aventure culturelle unique dans la première décennie du XXI^e siècle (H. Möller). Dans un second temps, il convenait de s'arrêter sur la fabrication même d'un ouvrage complexe, à la croisée des programmes et des traditions d'enseignement (I. Körner-Wellershaus). Cette fabrication a posé dès l'origine la question des choix (Fr. Fougeron) : choix de style et d'écriture, de déroulement du récit, d'équilibre entre l'écrit et l'image, de questionnement faisant appel aux réactions des élèves, de répartition de la matière entre présentation et interprétation des faits, mais aussi d'initiation au travail critique et méthodologique de l'historien (concepts, documentation, dossier, cartographie, lexique, biographie). La question des découpages chronologiques, des coupures et des seuils propres à chaque tradition nationale et culturelle (M. Lepetit), celle aussi de l'orientation synchronique ou diachronique, de la sélection des thèmes et de leur intitulé (X. de Glocwczewski) appartenaient également aux thèmes du débat s'intéressant à une autre fabrique de l'histoire, de même que la question des échelles les plus pertinentes et de leur emboîtement (régionale, nationale, binationale, européenne, mondiale). Derrière la question de la langue et donc des effets de traduction (avec pour corollaire le débat sur les intraduisibles) se posait aussi le problème de la terminologie et plus généralement de la sémantique historique, condition indispensable d'une approche raisonnée de l'histoire croisée (R. Bendick). Comme pour toute opération historique, ce manuel révèle au total les choix dont il relève, qui parlent non pas tant pour le passé rapporté que bien davantage pour le présent qui suscite et oriente les perceptions, les interprétations et les questionnements.

Après cette première approche en quelque sorte interne du manuel, la deuxième table ronde s'est intéressée à l'écho que le manuel a pu rencontrer en Europe et dans le monde. Pour en débattre, son animateur, Étienne François, a réuni Krzysztof Pomian, historien et philosophe, directeur de recherche honoraire au CNRS et directeur d'études émérite à l'École des hautes études en sciences sociales ; Stephan Geifes, coordonnateur scientifique à l'Institut historique allemand de Paris ; Akiyoshi Nishiyama, professeur d'histoire à la *Kyoritsu Women's University* (Japon) ; Robert Traba, directeur de l'Institut de recherches historiques de l'Académie des sciences de Pologne à Berlin et Jean-Frédéric Schaub, historien, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (Paris). La discussion a commencé par une présentation du manuel germano-polonais en cours d'écriture (R. Traba), sur la base d'un cahier des charges dont la rédaction s'est inspirée de la méthode suivie pour le manuel franco-allemand, mais sur des supposés et des traditions bien différents, notamment parce que la sensibilité à l'histoire ne repose ni sur les mêmes référents en Pologne, ni sur le même type de relation à l'autre. La comparaison avec cet exemple a néanmoins pu éclairer le cas franco-allemand en montrant quelles conditions sociétales, culturelles et politiques de longue durée étaient nécessaires pour qu'une telle entreprise soit pensable et possible (St. Geifes). Dans la foulée du débat, K. Pomian a bien mis en avant la vertu thérapeutique que ce manuel a pu revêtir pour la France et pour l'Allemagne sur le socle d'un travail de mémoire et de rapprochement accompli depuis plus de 50

ans, pour en souligner aussitôt les limites, affirmant que ce n'est pas par une duplication ou une multiplication du bilatéral que l'on parviendra à une dimension multilatérale, seule légitime à mériter l'épithète d'européenne, qualificatif qui suppose à la fois de trouver l'histoire européenne de l'Europe et, tout en même temps, d'articuler le national à l'européen. Partant de son terrain de spécialité, le monde hispanique, J.-Fr. Schaub a interrogé les raisons pour lesquelles un récit historique commun et comparable entre la France et l'Espagne serait difficile, lors même que les deux pays n'ont pas connu autant de guerres récentes que la France et l'Allemagne. De la sorte, c'était la question de l'échelle pertinente pour conduire les élèves « nationaux » au fait européen qui était posée, laquelle suppose qu'au-delà du simple bilatéral voire du multilatéral intra-européen, le fait colonial soit pris en compte, laquelle histoire d'ailleurs n'est pas une histoire coloniale extérieure, mais proprement nationale. Pour sa part, A. Nishiyama a éclairé la réception japonaise du manuel, lequel sera achevé d'être traduit en cette langue en 2013, tout comme il sera disponible en coréen l'année suivante. Cet intérêt pour le manuel en Asie du Sud-Est repose sur la nécessité peu à peu entrevue en Chine, au Japon et en Corée (du Sud) d'introduire des éléments de comparaison et de multiperspectivité dans une histoire encore très nationale et peu ouverte à la prise en compte du regard du voisin, particulièrement sur les guerres du XXe siècle. Des efforts sont entrepris, a-t-il poursuivi, essentiellement entre le Japon et la Corée, mais peu avec la Chine, à l'initiative de la société civile pour l'essentiel mais sans trouver pour l'heure de traduction ou de relais dans le milieu scolaire.

La troisième table ronde, animée par Gérard Chaix, a rassemblé Vincent Hoffman-Martinot, directeur de l'IEP de Bordeaux ; Erick Roser, doyen de l'inspection générale de l'éducation nationale ; Stefan Krimm, *Ministerialrat* au ministère de l'Éducation de Bavière, membre du conseil scientifique du manuel d'histoire franco-allemand ; Jean Cassou, professeur français ayant participé à un programme d'échange européen et François Perret, directeur du Centre international d'études pédagogiques. Les questions qui y ont été débattues touchaient pour l'essentiel à l'effet du manuel franco-allemand sur une possible harmonisation des programmes, ou à tout le moins sur leur enrichissement thématique, essentiellement à l'échelle européenne, par l'introduction de problématiques justement soulevées par le regard croisé, ainsi du colonialisme, de l'impérialisme, des frontières, des identités nationales... L'expérience franco-allemande avait d'abord ceci d'intéressant, fut-il rappelé, qu'elle ne consistait pas seulement à harmoniser deux programmes mais 17 au total puisque la réalité fédérale de l'Allemagne confie aux 16 *Länder* régionaux la compétence scolaire. Il existait donc là déjà une forme de multilatéralisme qui dépassait de loin le simple couple binaire franco-allemand. Au-delà, c'est cependant toute la question de la notion même de « programme » qui était posée, c'est-à-dire de socle normé de connaissances transmissibles au sein d'une communauté, selon des types de niveaux, de compétences et de parcours. Or, le manuel est précisément le lieu de la sanctification et de la normalisation de ces compétences et de ces parcours, engageant des compétences à leur tour sanctifiées par la formation et le recrutement des enseignants dont jusqu'à présent, y compris en France et en Allemagne, la professionnalisation et le recrutement ne reposent que rarement sur l'exigence de la maîtrise d'une langue européenne et d'un séjour de mobilité dans un autre pays (sans même parler du fait que dans seulement un tiers des pays de l'OCDE existe la conception d'un programme dit « national », le contenu de ce programme étant le plus souvent délégué aux

collectivités locales, voire aux écoles elles-mêmes). C'est donc au prix d'une réflexion engageant tous ces paramètres à la fois, qui ne sont par conséquent pas seulement de contenu, que peut s'engager un dialogue sur l'enseignement du fait européen, c'est-à-dire la question de savoir ce que doit aujourd'hui savoir un jeune Européen pour se sentir européen.

Cette manifestation s'est achevée par un discours prononcé par Alain Juppé, alors ministre des Affaires européennes et étrangères et maire de Bordeaux, devant les quelque 240 participants et intervenants (dont 150 élèves et leurs enseignants).

Pour faire suite à cette manifestation, l'IFHA, en concertation avec l'Institut français de Mayence, les éditions Klett et le *Schulamt* de Hesse, a organisé à Francfort le 19 avril 2012 un atelier réunissant cette fois des enseignants allemands de la Hesse et de la région de Rhénanie-Palatinat intervenant en classes Abibac et européennes (21 professeurs de 15 lycées différents) pour leur faire part d'un côté des résultats de l'enquête et des tables rondes du colloque de Bordeaux et pour recueillir de l'autre leurs témoignages et leurs attentes sur l'usage et l'avenir de ce manuel, à quelques mois des célébrations en 2013 d'un cinquantenaire du traité de l'Élysée dont ce manuel est bien le produit. Les trois intervenants, Rainer Bendick, Ilas Körner-Wellershaus et Pierre Monnet, tous trois déjà participants du colloque de Bordeaux, ont successivement présenté l'ensemble du projet, puis sa confection éditoriale et enfin son usage à partir de deux chapitres précis du manuel de première (la Première Guerre mondiale) et de seconde (la Réforme).